

Diagnostic de la conservation pour une gestion durable de la biodiversité dans le Bakossi, Banyang-Mbo, Régions du Sud-Ouest et du Littoral au Cameroun

Tchekoté H.^{1,2}, Meva'a Nleme Z.L.¹, Moudingo J.H.³ et Djofang N.P.¹

- (1) Centre Régional d'Enseignement Spécialisé en Agriculture (CRESA Forêt-Bois), Yaoundé, Cameroun / e-mail : herve.tchekote@gmail.com
(2) Département de Géographie, Université de Dschang, Cameroun
(3) Département de Biologie des Organismes Végétaux, Faculté des Sciences, Université de Douala, Cameroun

DOI : 10.5281/zenodo.4044111

Résumé

Les Régions du Sud-Ouest et du Littoral du Cameroun sont d'une richesse écologique exceptionnelle. Ce sont des centres d'endémisme pour une grande variété d'espèces animales et végétales dont la conservation nécessite une mise en place des politiques intégrées. Le présent travail vise à montrer l'apport d'un diagnostic de conservation dans la gestion durable du paysage Bakossi Banyang-Mbo. L'étude a exploité des enquêtes semi structurées et des enquêtes par questionnaires auprès de 55 ménages et des personnes ressources. Elle s'est par ailleurs appuyée sur des

observations de terrain et les images satellitaires (Landsat 1986 et 2017) pour analyser l'évolution diachronique de l'occupation des sols. Il ressort de cette étude que le paysage Bakossi Banyang-Mbo est constitué de cinq Aires Protégées, dont les problèmes de conservation sont essentiellement liés à la pression foncière autour du paysage et au braconnage. La mise sur pied d'un cadre juridique spécifique en ce qui concerne l'occupation des sols dans le paysage Bakossi Banyang-Mbo et sa zone périphérique est nécessaire pour envisager la durabilité des ressources.

Mots clés : Conservation, biodiversité, gestion durable, politiques intégrées, paysage, diagnostic

Abstract

The South-West and Littoral regions of Cameroon are of exceptional ecological richness. They are centers of endemism for a wide variety of animal and plant species, the conservation of which requires the implementation of integrated policies. This work aims to show the contribution of a conservation diagnosis in the sustainable management of the Bakossi Banyang-Mbo landscape. The study used semi-structured surveys and questionnaire surveys of households and resource people. It also used field observations and

satellite images (Landsat 1986 and 2017) to analyze the diachronic evolution of land use. It emerges from this study that the Bakossi Banyang-Mbo landscape is made up of five protected areas, whose conservation problems are essentially linked to the land pressure around the landscape and poaching. The establishment of a specific legal framework with regard to land use in the Bakossi Banyang-Mbo landscape and its peripheral area is necessary to consider the sustainability of the resources.

Keywords: Conservation, biodiversity, sustainable management, integrated policies, landscape, diagnostic

1. Introduction

Le Cameroun dispose d'une grande diversité d'habitats naturels. Ces derniers regorgent une biodiversité riche et abondante ainsi que de nombreuses espèces endémiques, tant végétales qu'animales (Doumenge et al., 2015). Ceux-ci se distinguent par la variabilité de leurs caractéristiques physiques et climatiques. D'une région à l'autre, ces habitats s'étendent des

mangroves, des forêts denses humides aux steppes sahéliennes. Les Régions du Littoral et du Sud-ouest sont en particulier de grands centres d'endémisme pour une grande variété d'espèces. Cet endémisme porte sur des espèces de primates, d'oiseaux, de poissons d'eau douce, de papillons, d'amphibiens, de libellules, de plantes vasculaires, etc. (Letouzey, 1968 ; White, 1983 ; Kew, 2014 ; UICN, 2018).

Afin de sauvegarder et de valoriser cette biodiversité, une pléthore de lois et textes d'applications a été établie au niveau national. Il s'agit entre autre de la Loi n° 94/01 du 20 janvier 1994 portant régime des forêts, de la faune, de la pêche et de la loi n° 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement.

Dans le même sillage, un important réseau d'Aires Protégées a été mis en place au fil du temps, d'abord dans la région des savanes puis dans le sud forestier (Yadji et Oko, 2014). Au niveau des Régions du Littoral et du Sud-ouest, un ensemble d'Aires Protégées constitué du Sanctuaire de Faune Sauvage de Banyang-Mbo, du Parc National de Bakossi, du Sanctuaire de faune de Tofala Hills, de la Réserve Écologique de Mak Betchou, de la Réserve Écologique du Mont Manengouba et du Sanctuaire de Faune sauvage de Banyang-Mbo a été créé par le Ministère en charge des Forêts. Cet ensemble forme le Paysage Bakossi Banyang-Mbo qui s'inscrit dans la stratégie de l'Union International pour la Conservation de la Nature (UICN), pour qui «les Aires Protégées sont au cœur des stratégies de conservation de notre planète fragile et de ses mers vulnérables» (UICN, 1999). Selon Mengue-Medou (2002), lorsque les Aires Protégées fonctionnent correctement, elles remplissent trois rôles principaux à savoir :

- la conservation in situ de la diversité des écosystèmes, des paysages naturels et semi-naturels ;
- la création des zones de démonstration, d'utilisation écologiquement durable des terres et des ressources et,
- la fourniture d'un appui logistique à la recherche, au suivi, à l'enseignement et la formation en matière de conservation et de durabilité.

Malgré son importance, ce paysage subit de nombreuses pressions de la part d'acteurs qui y interviennent. En effet, ces Aires Protégées sont devenues des lieux de chasse, d'exploitation forestière, d'exploitation minière et de pratiques agricoles, ce qui affectent la conservation (UICN, 1999 ; Doumenge et al., 2015).

S'inscrivant dans la perspective de l'amélioration des mécanismes de coordination de l'approche paysage pour la conservation et la gestion des Aires Protégées, l'État du Cameroun, avec l'appui de ses partenaires, a entrepris un certain nombre de réalisations dans la Région du Sud-Ouest. Il

s'agit notamment de la mise en place de 03 unités techniques opérationnelles : Mt. Cameroun (Décret n° 0016/PM du 22/01/2003), Korup-Ndongere (Décret n° 2007/0223 du 29/01/2007) et Takamanda-Mone (Décret n° 2007/0782/PM of 18th Juin 2007) et une Aire Protégée à classer (l'Unité Technique Opérationnelle Bakossi-Banyang Mbo en cours de création). Le projet Sustainable Farming and Critical Habitat Conservation (SUFACHAC) qui portait sur l'agriculture durable et la conservation des habitats essentiels pour la préservation de la Biodiversité et la gestion effective des Aires Protégées dans le Sud-ouest Cameroun) soutient entre autres l'achèvement du processus de la création de cette Unité Technique Opérationnelle (UTO) dans le paysage Bakossi Banyang-Mbo et la régularisation de la nouvelle Aire Protégée. Or, la création de cette UTO nécessite un diagnostic. C'est ainsi que cette recherche se propose de questionner l'apport d'un diagnostic de la conservation sur la gestion durable dans le paysage Bakossi Banyang-Mbo. Elle poursuit alors l'hypothèse que le diagnostic de conservation contribue à une gestion durable de la biodiversité dans ledit paysage.

2. Matériel et méthodes

2.1. Matériel

2.1.1. Zone d'étude

Le paysage Bakossi Banyang-Mbo couvre les régions administratives du Sud-Ouest et du Littoral du Cameroun. Il s'étend à travers les départements du Kupé-Manengoumba, du Lebialem et du Moundou et se situe entre 9°22" et 10° 02" de longitude Est et 4°40" et 5° 45" de latitude Nord (figure 1).

2.2. Outils et appareillage

Cette étude s'est réalisée grâce à un certain nombre de matériel de terrain, des logiciels et des cartes. En ce qui concerne le matériel de terrain, l'étude a exploité un appareil photo pour réaliser les prises de vue lors des descentes de terrain, un dictaphone pour l'enregistrement des entretiens, un GPS de marque Garmin pour faire le tracking, repérer et positionner les éléments d'occupation du sol dans la zone d'étude, un ordinateur portable et des clés USB pour la saisie, le transfert des données et un véhicule tout terrain mis à disposition par la Coordination du projet SUFACHAC pour faciliter le transport dans les zones du projet. En ce qui concerne les logiciels, l'étude a exploité les logiciels Erdas Imagine 2014, Arc Gis 10.2, Map source et Microsoft Office 2016 pour le traitement

Les données obtenues ont été dépouillées manuellement, codifiées et analysées au moyen des logiciels Excel, Mapsource et ArcGIS. La matrice Forces – Faiblesses – Opportunités – Menaces (FFOM) a également été utilisée dans l’analyse des milieux biophysiques et socio-économiques. Le tableau de croisement des parties prenantes et activités d’une part, la matrice de conflit d’autre part ont permis d’analyser le jeu d’influence et de dépendance entre les acteurs qui interviennent dans le paysage Bakossi Banyang-Mbo. Le traitement des images dans le cadre de l’étude de l’évolution spatio-temporelle de l’occupation du sol, s’est effectué à partir de l’analyse de deux images satellitaires multi-spectrales (1986 et 2017) Landsat géo-référentielle avec une faible couverture nuageuse.

3. Résultats

3.1. Le paysage Bakossi Banyang-Mbo en mutation

Le paysage Bakossi Banyang-Mbo est constitué d’un ensemble d’Aires Protégées riches en biodiversité dont

les espèces les plus importantes sont le *Gorilla gorilla diehli*, les *Pan troglodytes ellioti*, le *Philantomba monticola*, le *Potamochoères porcus*, le *Mandrillus leucophores*, le *Loxodonta africana*, le *Galagidae*, le *Erythrocebus patas*, le *Cercopithecus mona*, des oiseaux, des espèces d’amphibiens, les *Prunus africanus* et le *Crocodylus niloticus*. Cependant, cette biodiversité subit de nombreuses pressions liées aux activités anthropiques, lesquelles sont à la base des mutations progressives du paysage.

Les figures 2 et 3 montrent que, entre 1986 et 2017, l’empreinte humaine dans la zone du paysage Bakossi Banyang-Mbo a été forte. La figure 4 montre que le couvert forestier recule au fil des ans tandis que les cultures, l’agro-industrie, le bâti, la savane et la forêt secondaire progressent. La forêt dense par exemple est passée de 77% en 1986 à 63% en 2017. La même dynamique s’observe au niveau de la forêt montagnarde, qui est passé de 10 % à 7%. Le pourcentage des forêts secondaires est passé de 7 à 10% pendant que la forêt dégradée de 3% en 1986 à 11% en 2017. Ces pourcentages montrent que les activités

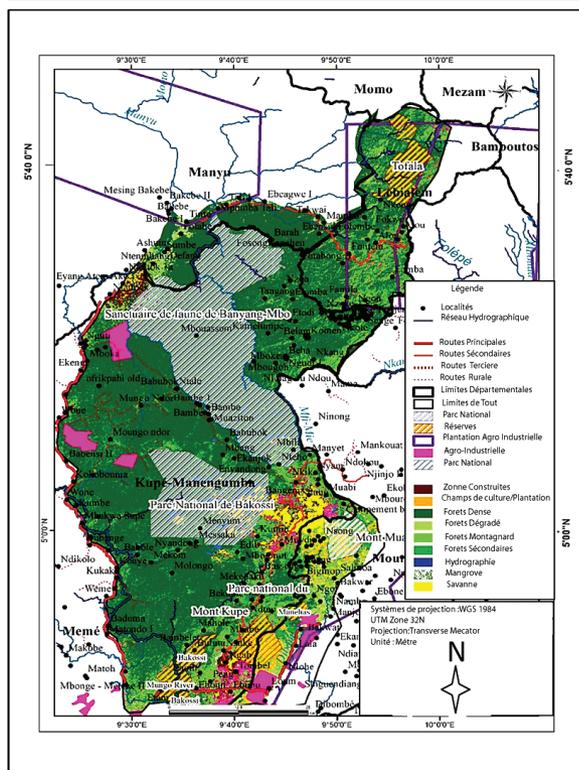


Figure 2 : Occupation du sol en 1986

Source : Image Landsat 1986, NIC (Network Interface Card) 2014, OSM (Open Street Map) 2016 base de données WRI (World Resource Institute), enquêtes sur les fichiers. Réalisée par Mbévo, janvier 2018.

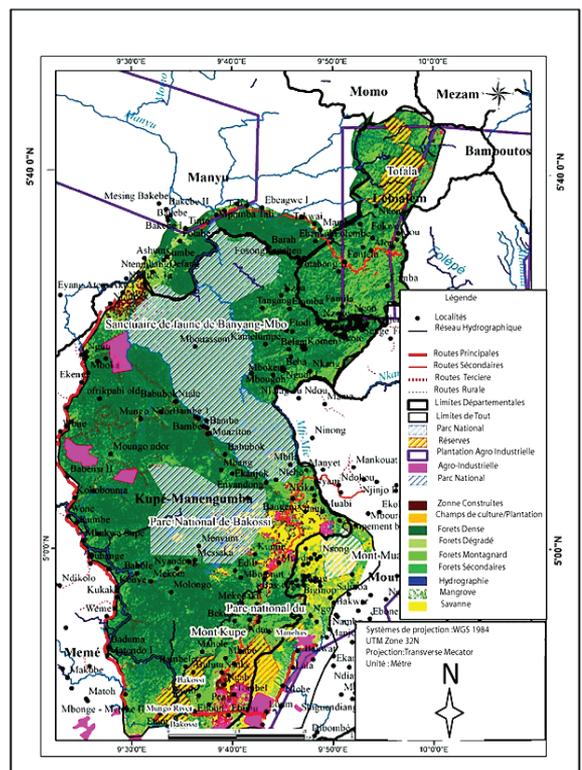


Figure 3 : Occupation du sol en 2017

Source : Image Landsat 2017, NIC (Network Interface Card) 2014, OSM (Open Street Map) 2016 base de données WRI (World Resource Institute), enquêtes sur les fichiers. Réalisée par Mbévo, janvier 2018.

humaines se sont intensifiées entraînant la réduction du couvert forestier. Pour comprendre ces mutations, trois niveaux d'analyse sont nécessaires. L'analyse de l'environnement biophysique, l'analyse du milieu socioéconomique et l'analyse des parties prenantes.

3.2. Analyse de l'environnement biophysique du paysage

L'analyse de l'environnement biophysique fait ressortir quelques forces et opportunités, mais aussi de nombreuses faiblesses et menaces qui pèsent sur l'environnement de cette localité (tableau 1). Il ressort du tableau 1 que le milieu biophysique du paysage Bakossi Banyang-Mbo est riche en espèces et regorge des potentialités éco-touristiques certaines. C'est un espace pouvant efficacement contribuer à la séquestration du carbone.

3.3. Analyse du milieu socio-économique du paysage

L'analyse du milieu socio-économique montre que malgré quelques forces et opportunités, de nombreuses faiblesses et menaces pèsent sur ces milieux, sur lequel dépend en grande partie la gestion durable de la biodiversité dans le Bakossi Banyang-Mbo (tableau 2). L'analyse du milieu socio-économique montre que

le paysage Bakossi Banyang-Mbo dispose d'un fort potentiel dans la création des emplois dans le secteur touristique.

Il y existe également des possibilités de développer l'élevage et la pisciculture, surtout avec l'existence des projets au niveau du MINADER et du MINEPIA dans le secteur de l'agriculture et de la pêche. Cependant, de nombreuses faiblesses et menaces pèsent sur ce milieu, avec notamment l'accaparement des terres par les agro-industries, l'empiétement des limites des Aires Protégées par les populations, la pression foncière vers les parcs, le mauvais état des routes voire l'absence des infrastructures et l'inefficacité des Comités de Gestion Forestière dans les villages. De ce qui précède, il y a lieu de questionner la gestion de la biodiversité par les acteurs qui y interviennent.

3.4. Analyse des intervenants et des questions de gestion clés

Les acteurs impliqués dans la gestion des ressources dans le paysage Bakossi Banyang-Mbo sont : les institutions, les groupes sociaux et les individus (populations riveraines) qui ont des intérêts et des préoccupations en fonction de l'activité qu'ils y mènent.

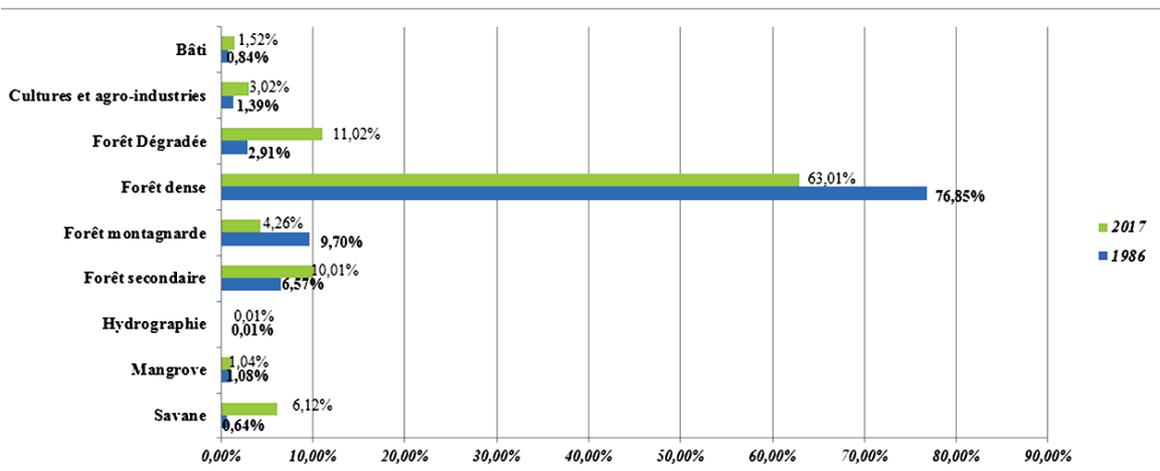


Figure 4: Utilisation du sol dans le Bakossi Banyang-Mbo en 1986 et 2017.

Tableau 1: Analyse FFOM du cadre biophysique des Aires Protégées.

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> - Un vaste gisement de ressources forestières et fauniques qui contribue à hisser le Cameroun au 5^{ème} rang en Afrique en termes de diversité biologique ; - Potentialités éco-touristiques ; - Le potentiel floristique de la forêt est un important puit de carbone. 	<ul style="list-style-type: none"> - Surpâturage et intrusion du bétail dans les rivières et les étangs; - Insuffisance de la logistique et des financements pour la conservation ; - Braconnage ; - Exploitation forestière illégale.

Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> - Existence des mécanismes REED ; - Existence de nombreux bailleurs de fonds ; - Projets nationaux et internationaux d'appui à la conservation. 	<ul style="list-style-type: none"> - Instabilité sociopolitique et économique dans les Régions.

Tableau 3 : Les groupes d'intervenants dans le Bakossi Banyang-Mbo et leurs activités

N°	Différentes Parties Prenantes (PP)	Activités
les principales Parties Prenantes (parties prenantes internes)		
PP1	Les agriculteurs	Pratiquent l'agriculture de subsistance et commerciale
PP2	Les Chasseurs	Chassent non seulement pour la subsistance mais aussi pour la vente
PP3	Les pêcheurs	Pratiquent la pêche pour la consommation des ménages
PP4	Les collectionneurs de Produits Forestiers Non Ligneux	Recueillir les PFNL dans le paysage (Eru, Bita cola, Njansang etc.)
PP5	Les agro-industries	Utilisent de grandes parcelles de terres pour l'agriculture commerciale
PP6	Les commerçants	Vendent des produits manufacturés, fournissent les besoins domestiques de base et des denrées alimentaires
PP7	Les sociétés forestières	Exploitent le bois
PP8	Les entreprises minières	Exploitent des mines
PP9	Les Éleveurs	Utilisent des terres pour les pâturages, les rivières et les cours d'eau dans la région pour le bétail.
Les acteurs secondaires		
PP10	Les Mairies (Nguti, Tombel, Bangem, Wabane, Alou, Fontem)	Collectent les impôts liés à la gestion des ressources naturelles sur son territoire, prennent soin de l'hygiène et de la gestion des déchets dans la commune, élaborent et mettent en œuvre des plans de développement locaux et des plans d'utilisation des terres ;
PP11	Les autorités traditionnelles	Représentent l'administration, assurent l'harmonie de la vie communautaire, règlent les différends entre la population ;
PP12	Les délégations régionales et départementales de MINFOF	Mettent au point des normes, assurent la régénération, le contrôle, le suivi des activités connexes dans le secteur forestier et de la faune ;
PP13	Les délégations régionales et départementales du Ministère de l'Environnement, la Nature et le Développement Durable (MINEPDED)	Responsable de la mise en œuvre de la politique nationale de l'environnement, de la détermination des stratégies de gestion durable des ressources naturelles et la lutte contre la pollution dans le paysage, de l'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation. Ils sont également responsables de l'évaluation et de l'approbation des études d'impact environnemental et sociale (EIES) dans divers écosystèmes (terrestres, marins, côtiers) ;
PP14	Les délégations régionales, des divisions et sous-divisions de MINEPIA	Assurent la coordination et le contrôle des pêches intérieures, le contrôle sanitaire et la collecte des données de la pêche en général ;
PP15	Les délégations régionales et départementales du Ministère de l'Eau et de l'Énergie (MINEE)	Responsable de l'élaboration des politiques gouvernementales et des stratégies spécifiques pour la gestion, la production, la distribution d'eau potable, de l'énergie dans les zones urbaines et rurales ;
PP16	Les délégations régionales et départementales du Ministère des Mines, des Industries et du Développement Technologique (MINMIDT)	Exécutent et assurent le suivi des politiques du secteur minier et de la stratégie, l'allocation des permis d'exploitation minière, le développement de l'industrie minière ;

PP17	Ministère de la Recherche scientifique et de l'innovation, MINRESI (IRAD)	Met en place des activités de soutien au secteur agricole à travers ses multiples centres de recherche;
PP18	Forces de l'ordre (Police, Gendarmerie, Forces armées)	Maintiennent de l'ordre dans la zone ;
PP19	Les partenaires techniques et financiers (PSMNR, WWF, FEM, WCS, GIZ, PNUE, WCMC, Rainforest fiduciaire, Fondation internationale des arbres)	Soutiennent la protection de l'environnement et la lutte contre la pauvreté par le développement des activités de subsistance alternatives pour l'exploitation des ressources naturelles ;
PP20	Les organisations de la société civile (ERuDeF, Nature Cameroun, CAD, CERUT, ADJESH)	Contribuent à la conservation des écosystèmes à travers divers projets et programmes liés à la conservation de la biodiversité, la gestion durable des ressources naturelles et à la réduction de la pauvreté. Ils jouent également un rôle de facilitation avec les communautés locales ;
PP21	Les associations (groupes de femmes, chasseur, VFMC), CPG (CADEV, RECODEV, CHEDE)	Contribuent à la conservation des écosystèmes à travers divers projets et programmes relatifs à la conservation de la biodiversité, la gestion rationnelle des ressources naturelles et la réduction de la pauvreté ;
Les parties prenantes externes		
PP22	Les touristes	Passent du temps de loisirs dans les écosystèmes naturels avec des objectifs spécifiques ;
PP23	Les acheteurs des PFNL et de viande de brousse	Achètent la viande de brousse et produits forestiers non ligneux pour les revendre dans d'autres marchés locaux et même internationaux ;
PP24	Les utilisateurs de bois	Collectent, vendent le bois de chauffe et du bois d'usage ;
Les intervenants absents		
PP25	La Nature (biodiversité animale et végétale)	Joue un rôle dans la nutrition, le soutien et la régulation des processus de vie, etc.
PP26	Les Générations futures	Ont le droit de voir et d'utiliser la nature

Le tableau 3 montre une hiérarchie d'acteurs présentée comme suit:

- Les principales parties prenantes internes, qui sont des personnes vivants à proximité des Aires Protégées et dépendant des ressources qui s'y trouvent;
- Les acteurs secondaires, tels que les Organisations Gouvernementales et les ONG compétentes en matière de gestion des ressources naturelles;
- Les intervenants externes (tertiaires), qui résident en dehors de la région, mais utilisent les ressources ou les services éco-systémiques dans la région.
- Les intervenants absents, qui sont les populations vivant en dehors des sites où les problèmes sont créés et qui en sont victimes, les générations futures et la nature elle-même (la biodiversité, des minéraux et des terres non dégradées).

Chaque acteur mène des activités en interaction ou non avec d'autres, ce qui est susceptible de

générer des collaborations informelles, des relations conflictuelles ou des partenariats formels.

La matrice de conflit (tableau 4) montre que les conflits les plus visibles opposent les administrations techniques (MINEPAT, MINFOF, MINEPDED) aux agriculteurs car ces derniers ne respectent pas le zonage établi. Les conflits existent également entre les chasseurs, les collectionneurs de PFNL et les services déconcentrés de l'administration MINFOF, MINEPDED. D'autres conflits existent entre éleveurs, les services du MINEPAT, MINEPDED et du MINFOF du fait du non-respect des zones d'élevage par les agriculteurs. Il en est de même des conflits entre les agro-industries et les services déconcentrés de l'administration centrale du MINFOF et MINEPDED.

En ce qui concerne la collaboration dans le paysage Bakossi Banyang-Mbo, elle implique les autorités traditionnelles et les conseils locaux d'une part et d'autre part, les services administratifs décentralisés

Tableau 4 : Matrice de conflit

CODE	PP1	PP2	PP3	PP4	PP5	PP6	PP7	PP8	P PP9	PP10	PP11	PP12	PP13	PP14	PP15	PP16	PP17	PP18	PP19	PP20	PP21	PP22	PP23	PP24	PP25	PP26
PP1																										
PP2																										
PP3																										
PP4																										
PP5																										
PP6																										
PP7																										
PP8																										
PP9																										
PP10																										
PP11																										
PP12																										
PP13																										
PP14																										
PP15																										
PP16																										
PP17																										
PP18																										
PP19																										
PP20																										
PP21																										
PP22																										
PP23																										
PP24																										
PP25																										
PP26																										

Collaboration informelle et sporadiques
 Relation conflictuelle
 Collaboration/partenariat officiel

(MINFOF, MINEPIA, MINEPDED, MINMIDT, etc.). Les autorités traditionnelles ont accepté et soutenu la création de parcs nationaux, des réserves et des sanctuaires dans l'ensemble du paysage Bakossi Banyang-Mbo. Cependant, la collaboration entre acteurs se heurte au non-respect des engagements entre parties prenantes, du fait d'une part du non-respect des engagements pris par les autorités administratives à travers les différents documents officiels et d'autres parts de l'empiètement du zonage par les populations des différents villages. Ceci est très visible dans le chevauchement des systèmes d'utilisation des terres dans la Région du Sud-Ouest et le paysage Bakossi Banyang-Mbo en particulier. C'est le cas par exemple de la Sustainable Oil Cameroun Ltd (SGSOC), également appelé ferme Héraclès, donc de nombreux conflits d'utilisation des terres les oppose au MINFOF qui promeut la conservation et au MINADER qui promeut l'exploitation du palmier à huile.

Dans le paysage Bakossi Banyang-Mbo, la Société Civile, les ONG locales et internationales mènent les mêmes activités dans les communautés adjacentes aux zones protégées (renforcement des capacités, la réduction de la pauvreté, etc.).

3.5. Problèmes liés à la conservation

Pour réussir le pari de la conservation de la biodiversité et de l'amélioration des conditions d'existence des populations riveraines, il est important de trouver des mesures susceptibles de résorber les nombreux problèmes rencontrés dans le paysage. Ces problèmes sont de plusieurs ordres :

- Le braconnage : Il constitue l'une des causes majeures de la réduction de la population faunique du paysage et provoque la disparition ou la raréfaction de nombreuses espèces dans la zone (planche 1).

La planche 1 présente des pièges à animaux et un *Atherurus africanus* abattu et destiné à la consommation. La pêche est aussi l'une des activités pratiquées dans le paysage.

- La pression foncière par les agro-industries et l'empiètement agricole par les populations locales. L'agriculture est la principale activité pratiquée dans le paysage Bakossi Banyang-Mbo. Elle représente 70% d'activités économiques menées par les acteurs. Ces activités agricoles sont de deux types : l'agriculture intensive et l'agriculture extensive. L'agriculture intensive est pratiquée par les agro-industries qui exploitent ordinairement



Planche 1: Braconnage dans le du paysage Bakossi Banyang-Mbo

de grandes surfaces pour la production de l'huile de palme, tandis que l'agriculture extensive est pratiquée par les petits exploitants agricoles, souvent regroupés en coopératives. Il s'agit très souvent de l'agriculture itinérante sur brûlis, car la mise en valeur agricole des terres passe par des défrichements suivis d'abattage des arbres et puis du brûlis, entraînant ainsi la disparition de la flore, de la faune et des écosystèmes. Les principales spéculations cultivées sont : le maïs, l'arachide, la banane, le manioc, le taro, l'igname, le poivre, les légumes et fruits. Ils pratiquent également quelques cultures commerciales, notamment le cacao, le café et le palmier à huile.

- La surexploitation des PFNL. Les populations riveraines prélèvent de nombreux Produits Forestiers Non Ligneux (5% d'activités exercées dans le paysage) dont le principal est le *Gnetum africanum*. Non seulement ce produit est très apprécié des populations locales mais aussi, elle constitue une source de revenu pour certains ménages ;
- La création des Unités Forestière de Gestion à proximité des Aires Protégées ;
- La mise en œuvre des Plans de Gestion Environnementale et Sociale (PGES). Le contenu des PGES lors des différentes études d'impact n'est pas entièrement mis en œuvre. Ce qui suscite de nombreuses réclamations de la part des populations locales.

Les révisions des plans d'aménagement mis en place dans le paysage en prenant en compte les réalités

locales en mutation. Avec les mutations observées dans le paysage, avec notamment des multiples affectations des terres, il devient urgent de revoir les plans d'aménagement pour l'adapter à ces mutations.

3.6. Éléments pour la création d'une Unité Technique Opérationnelle

3.6.1. Importance de l'Unité Technique Opérationnelle

L'Unité Technique Opérationnelle (UTO) est un mécanisme institutionnel adopté pour promouvoir une approche paysagère à la conservation des Aires Protégées dans un espace géographique donné. Un tel mécanisme vise à soutenir la coordination de toutes les activités des frontières et l'utilisation des terres dans les limites. Ainsi, la mise en place de l'UTO fait émerger de nouveaux acteurs dans la gestion du paysage et a le mérite de mieux intégrer les parties prenantes pertinentes pour atténuer les conflits d'utilisation des terres et des ressources dans le paysage. Elle incorpore généralement plusieurs Aires Protégées et les territoires alentours avec des statuts de gestion très variables comme par exemple les zones d'intérêt cynégétique ou des zones tampons où les activités humaines sont réglementées et contrôlées (Doumenge et al., 2015). Elle fournit une plate-forme dénommée « Comité de Gestion » où les parties prenantes peuvent mieux contribuer au développement durable de la zone et à la mise en application de la planification de l'utilisation du sol prévue à différentes échelles. Elle garantit également la continuité dans la gestion amorcée par les projets existants et la subsistance nécessaire pour leurs réalisations dans la région.

3.6.2. Éléments pour une Unité Technique Opérationnelle Durable

Au regard des forces, des faiblesses, mais aussi de la complexité des acteurs qui interviennent le paysage Bakossi Banyang-Mbo, dont la conservation devient un impératif, en plus de lever les faiblesses et les menaces, La création de l'UTO devrait conduire à une gestion durable des ressources forestières et au développement local. Les objectifs assignés à de l'UTO sont de :

- superviser le processus de gazettement des zones protégées dans son domaine de compétence;
- élaborer un processus de planification et de conservation des Aires Protégées et leur périphérie ainsi que des corridors essentiels entre les Aires Protégées;

- protéger la faune et la flore rares, menacées et endémiques ;
- assurer la gestion intégrée des Aires Protégées;
- collaborer avec d'autres ministères pour des actions concertées et de synergie en ce qui concerne les questions de conservation de la biodiversité dans le processus d'exploitation des ressources naturelles et le développement local;
- développer un processus d'utilisation durable des ressources fauniques dans les zones périphériques;
- promouvoir la participation des communautés locales dans la gestion de la biodiversité;

trouver des solutions aux conflits entre les différents utilisateurs de la terre.

De l'analyse des matrices de conflits et les tableaux FFOM il en ressort que, quelques soient les mesures mises en place, les conflits d'usage restent le parent pauvre de la conservation dans ce paysage. Il y a donc nécessité, au regard de la pression démographique et de la sollicitation des terres par les agro-industries de:

- définir une zone d'utilisation multiple à la périphérie des zones protégées;
- proposer une structure de gouvernance;
- renforcer les structures locales pour un écotourisme responsable;
- mettre en place des mécanismes de financement permanent (Projet REED, microfinance) garantissant l'accès des populations au financement de leurs activités.

4. Discussion

Le paysage Bakossi Banyang-Mbo dispose d'un riche potentiel faunique et floristique. Il figure parmi les territoires de biodiversité d'importance au Cameroun (Gonmadje et al., 2010). Pour protéger, préserver ou conserver ce riche potentiel, l'État sous la houlette de ses partenaires a mis sur pied un certain nombre de mesures qui malheureusement sont ignorées, bafouées ou approximativement respectées par les différents acteurs qui interviennent dans cet espace. Pourtant, comme l'indique la Loi N°96/12 du 5 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement en son chapitre V, article 62 «la protection de la nature, la préservation des espèces animales et végétales de leurs habitats, le maintien des équilibres biologiques et des écosystèmes et la conservation de la diversité biologique et génétique

contre toutes les causes de dégradation et les menaces d'extinction sont d'intérêt national. Il est du devoir des pouvoirs publics et de chaque citoyen de veiller à la sauvegarde du patrimoine naturel».

Pour des raisons alimentaires, culturelles et économiques, les populations riveraines du paysage et même certaines agro-industries présentes dans la localité ne cessent d'empiéter chaque jour davantage le territoire du paysage, y entraînant des déséquilibres écologiques plus ou moins graves (réduction du couvert forestier, rareté ou disparition de certaines espèces). Certes, la Loi 94/01 du 20 janvier 1994 portant régime des forêts, de la faune et de la pêche au Cameroun statue sur les conditions d'une gestion intégrée en assurant la conservation et l'utilisation durable et des divers écosystèmes. Mais force est de constater qu'en l'absence de tout encadrement, cette utilisation peut très vite s'éloigner des objectifs escomptés et produire plutôt des effets pervers sur la conservation (Doumenge et al., 2015 ; Chia et al., 2015).

Il est donc nécessaire d'élaborer un diagnostic de la conservation pour une gestion durable et la multiplicité des usages dans le paysage Bakossi Banyang-Mbo car, la présence remarquée de nombreux acteurs dont certains sont les acteurs de gestion et d'autres les acteurs d'exploitation, avec empiètement et une exploitation abusive du potentiel économique et éco-touristique est source de conflits et de tensions dans le paysage. Cette étude s'inscrit de ce fait dans une perspective de gestion participative en épousant les conclusions des travaux de Borrini Feyerabend et al., (1997) qui mettent en exergue l'importance de la durabilité sociale en matière de conservation de la biodiversité à travers l'intégration des parties prenantes dans la prise des décisions ou encore, ceux de Balgah et Nfor (2017) qui montre que l'adoption d'une démarche participative reste le meilleur moyen pour mieux intégrer la conservation et une gestion durable de la biodiversité dans un paysage.

5. Conclusion

Cette étude menée dans le paysage Bakossi Banyang-Mbo avait pour objectif de contribuer à travers un diagnostic à la proposition d'éléments pour la création d'une UTO durable dans paysagère Bakossi Banyang-Mbo ; Pour se faire, un état des lieux des composantes du paysage Bakossi Banyang-Mbo ainsi que l'analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces ont été faits. Ces analyses ont permis de

relever que le Bakossi Banyang-Mbo est un paysage d'une importance floristique et faunique. Cependant, ce territoire comme bien d'autres Aires Protégées fait face à de nombreux conflits d'usages. Fort de ce constat, il est donc proposé aux acteurs institutionnels de définir une zone d'utilisation multiple à la périphérie des zones protégées, de mettre en place une structure de gouvernance, de renforcer les structures locales pour un écotourisme responsable et de mettre en place des mécanismes de financement permanent garantissant l'autonomisation des populations à partir de leurs activités.

Références

- Balgah, S.N. et F., Nfor (2017).** « Une évaluation des potentiels d'écotourisme dans Kupe Manengouba, Région du Sud-Ouest, Cameroun ». *IJELS* 2 (3), pp. 63-76
- Borrini-Feyerabend, G. with Buchan, D. (ed.) (1997).** Beyond Fences: Seeking Social Sustainability, *Conservation*. Vol. 2. IUCN, Gland, Switzerland and Cambridge, UK. v + pp. 283.
- Doumenge, C., Palla, F., Scholte, P., Hiol Hiol, F. et Larzillière, A. (Eds.) (2015).** Aires protégées d'Afrique centrale – *État 2015*. OFAC, Kinshasa, République Démocratique du Congo et Yaoundé, Cameroun, 256 p.
- Chia, L.E. et Kankeu Sufo R. (2015).** « Une analyse de la situation des unités d'exploitation technique (Touš) du Cameroun dans le cadre de l'approche paysagère: enjeux et perspectives critiques». *Environ. Dev. sustain.* (2016) 18: pp. 951-964.
- Fopa, S. (2013).** Analyse de la situation du groupe 3 et 4 adjacent au sanctuaire Bayang Mbo et la création de comités de gestion des forêts villageoises, *Rapport sur le terrain, MINFOF*, 23p.
- Gonmadje, C.F., Donfack, J.B. et Kengue, J. (2010).** Rapport national sur l'état des ressources génétiques forestières, *FAO*, 95p. <http://www.fao.org/3/i3825e/i3825e10.pdf>, consulté le 23 avril 2020.
- Kew (2014).** Les plantes de Manengouba et le bakossi Mts. Cameroun. En ligne sur : <http://www.kew.org/science-conservation/research-data/science-directory/projects/plants-kupe-mwanenguba-and-bakossi>. Consulté le 3 mars 2020.
- Letouzey, R. (1968).** Étude phytogéographique du Cameroun, Paris : *Le Chavalier*, 511 p.
- Mengue-Medou, C. (2002).** « Les aires protégées en Afrique : perspectives pour leur conservation», *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement* [On line], Volume 3 Numéro 1 | avril 2002, posto online no dia 01 abril 2002, consultado o 04 maio 2020. URL : <http://journals.openedition.org/vertigo/4126> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/vertigo.4126>.
- IUCN (1994).** Lignes directrices pour les catégories de gestion des aires protégées. *Commission des parcs nationaux et des aires protégées de l'Union mondiale pour la nature*, avec l'assistance du Centre mondial de la surveillance continue de la conservation. 102 p.
- IUCN (1999).** Parks for biodiversity : policy guidance based on experience in ACP countries. Prepared par la Commission Mondiale pour les Aires Protégées pour l'IUCN. Brussels et IUCN, Gland, Switzerland and Cambridge, U.K, <https://portals.iucn.org/library/sites/library/files/documents/1999-034.pdf> , Consulté le 24 mai 2020
- IUCN (2018).** La Liste rouge IUCN des espèces menacées. www.iucnredlist.org. Consulté le 15 juillet 2020.
- White F., (1983).** La végétation de l'Afrique, Paris, *UNESCO Press*, 356p.
- Yadji Bello et Oko, R.A. (2014).** Étude sur l'harmonisation des législations relatives à la gestion de la faune et des aires protégées dans sept pays membres du RAPAC : Cameroun, Congo, Gabon, RCA, RDC, STP et Tchad. Partie 1 : État des lieux et analyse comparative des législations relatives à la gestion de la faune et des aires protégées. *RAPAC*, Libreville, Gabon : 251 p.